

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 247 – août 2021

Histoire

L'armée belge des partisans armés

Comme on se retrouve

La vie dans les camps

À Buchenwald, les antifascistes ont
perdu la guerre mémorielle

Société.

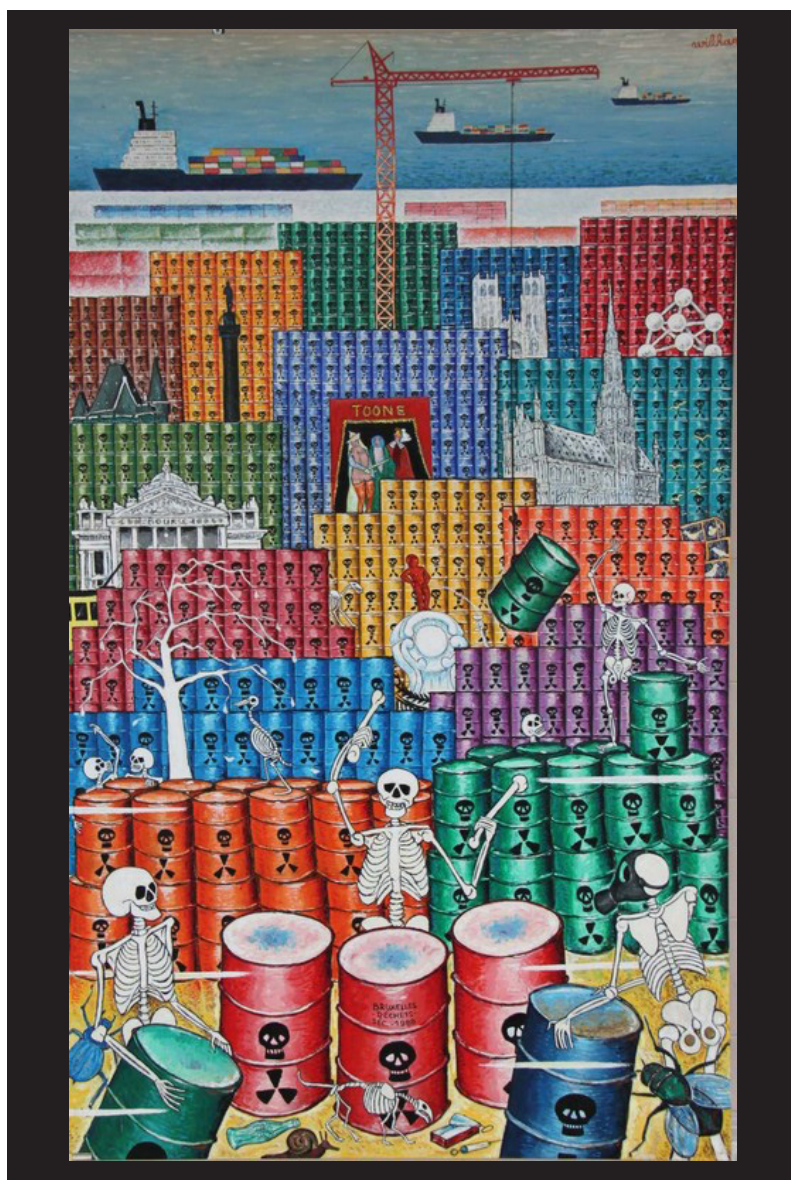
Opération Sky : les coups de filet
n'attrapent pas les gros poissons

la filiale de BNP Paribas condamnée à
payer ...

Le communisme, nous l'avons
rencontré...

Libres propos

Le cri du peuple



HISTOIRE

L'armée belge des partisans armés



Maquis de la Semois

Ici se place une aventure ou plutôt deux aventures ayant entre elles quelque relation.

La première. Deux commandants, les frères Désiré et René V ... revenaient d'une mission dans le Centre. Désiré avait introduit entre le tissu et la banane de son pantalon un pli adressé par le commandant du Centre au commandant de la province de Luxembourg. Pour monter la rude cote de Sart-Pont près de Bertrix, les deux hommes avaient mis pied à terre et poussaient leurs vélos lourdement chargés.

Peu avant d'arriver au sommet de la rampe, les deux partisans furent désagréablement surpris. Une auto de la Gestapo les dépassa puis s'arrêta cent mètres plus en avant. Deux occupants : un officier bedonnant et un jeune interprète, vingt ans à peine, en descendirent et couchèrent en joue les patriotes harassés. Deux autres boches restèrent de garde dans la voiture.

« Halte ! Papiers ? Où allez-vous ? ... »

Nos amis subirent une fouille minutieuse. Pas d'armes ... Rien de compromettant aux yeux des Allemands. Les P.A. croyaient avoir le chemin libre quand l'interprète proposa à l'officier de les embarquer dans l'auto.

Les deux frères se regardèrent ... et se comprirent. Ils appréhendaient un passage à La Kommandantur ou au bureau de la Gestapo car une vérification plus sérieuse de leurs papiers en aurait dévoilé la falsification. Ils étaient bien décidés à jouer le tout pour le tout, à risquer leur vie sur le champ en sautant sur les boches quand l'interprète se remit à fouiller dans le sac de l'aîné des deux frères.

Cinq paires de chaussures qui s'y trouvaient serrées l'intriguèrent au plus haut point. Ces souliers étaient destinés aux prisonniers russes évadés dans l'A.B.P. La brute reprit l'interrogatoire : « Qu'allez-vous faire de toutes ces chaussures ? Les échanger contre du beurre ou du lard. Les fermiers sont toujours très friands de ce genre de marché. »

Le gestapiste, pillard et escroc comme tous ses semblables, proposa avec un clin d'œil : « Si vous voulez m'en laisser une paire, j'arrange l'affaire. »

Flairant un piège et ne voulant pas paraître inquiet, le commandant V ... refusa : « Jamais de la vie ! Nous n'avons rien à craindre. Faites ce que vous voulez, mais nous n'abandonnons pas ces chaussures. Nous avons assez de misère comme cela. Les cochons d'Anglais ont bombardé notre maison à Haine-Saint-Pierre et ça suffit. »

Le bandit convaincu de la bonne foi de nos hommes mais désireux de s'approprier à bon prix une paire de souliers ouvrit son portefeuille et en retira deux billets de cent francs qu'il tendit à Désiré : « Tenez et filez ».

L'ordre était sévère, prévenant toute discussion. Les deux frères délestés de leur plus bel échantillon n'eurent rien d'autre à faire qu'à poursuivre leur route... En vérité, ils s'en tiraient à bon compte mais ils ne pardonnaient pas aux soudards l'humiliation qu'ils venaient de subir. A quelques cent mètres de là, René, tremblant de rage contenue gronda sourdement : « Frère, si jamais un de ceux-là me tombe sous la main, je t'assure que je ne lui ferai point grâce ! »

Et voici la suite ...

Au camp de Han-sur-Lesse, le 22 juillet 1944, les hommes qui n'étaient pas à l'exercice vaquaient aux corvées habituelles. D'un air tranquille, confiants, les plus anciens astiquaient leurs armes. Une odeur saine de bois brûlé s'échappait des cendres d'un petit feu de camp allumé très tôt le matin et qui s'éteignait doucement à l'heure où le soleil surmontait déjà les plus hauts chênes.

Un brame lointain, trois fois répété, fit tendre l'oreille aux maquisards aguerris ... Le signal ! Un visiteur ... Deux minutes plus tard, un craquement de



Tombes des partisans russes à Han-sur-Lesse

brindilles écrasées puis un homme surgit de derrière un amoncellement de rondins et se dirigea vers la hutte du commandement.

Anxieusement, les P.A. se demandaient ce qu'apportait le messager si pressé. Ils ne tardèrent pas à l'apprendre : « Une voiture de la Gestapo circulait dans la région de Rochefort. Comme il n'y avait rien de bon à augurer de cette incursion, il fallait y mettre fin.

Immédiatement, le commandant René V ..., chef du Groupe mobile et trois de ses hommes sautèrent en voiture et filèrent à toute vitesse vers Rochefort, suivis à distance d'une autre voiture occupée, celle-là, par quelques P.A. du camp. Disposant d'une machine moins puissante, ces derniers ne pouvaient soutenir le train d'enfer de leurs camarades. Mais les arrêts fréquents, les virages, les croisées de chemins où l'on hésitait, où l'on s'informait, tout cela permettait à la petite escorte de rester en contact.

On traversa Rochefort ... Rien ! Après avoir décrit un large circuit, les P.A. rentrèrent une seconde fois dans la petite ville et pas la moindre trace de la Gestapo.

Les patriotes tournaient vainement depuis deux heures. Pestant contre ce fâcheux contretemps, le

chef donna l'ordre de retourner au camp. Toutefois, il décida de faire un long crochet passant par Grupont. Fonçant vers le sud, l'auto dévora la route. De part et d'autre, quatre paires d'yeux scrutaient la région, espérant découvrir sur quelque chemin de traverse le gibier tant recherché.

A Grupont, nos hommes rencontrèrent un de leurs agents de renseignements caché sous la personne d'un paisible ouvrier agricole. Et enfin, les P.A. reçurent une indication précise : les bandits dînaient chez le bourgmestre de Bure.

Bure, petit village tranquille à deux kilomètres à peine à l'ouest de Grupont, le cœur plein d'espoir, les maquisards prirent cette direction. La chance les favoriserait-elle ?

Dès l'entrée du village, les patriotes ralentirent. Le commandant fit arrêter sa voiture au bord de la grand route et la laissa sous la garde des P.A. du camp, lesquels arrivaient juste à propos. Puis, les quatre audacieux du Groupe mobile empruntèrent une petite voie communale pour se rendre chez le bourgmestre.

Arrivés en vue de la maison de ce triste sire, nos patriotes frémirent de satisfaction. La chance était avec eux. La sinistre voiture stationnait à dix pas de l'immeuble.

A partir de ce moment, les P.A. s'avancèrent lentement, prudemment ... Un à un, ils gagnèrent les buissons assez proches de l'auto et s'y dissimulèrent de leur mieux. Les villageois, stupéfaits mais comprenant bientôt l'objet de cette manœuvre, rentrèrent chez eux. Quelle ne fut pas l'anxiété de ces braves gens dans l'attente du drame qui se préparait ?

Et pourtant, le soleil tamisait ses rayons dans des feuillages miroitant. La fraîcheur de l'ombre, la pureté de l'air répandait un bien-être vivifiant. Un chant d'oiseau, un bruissement de feuilles osaient à peine interrompre le silence du site reposant.

Qui aurait pu dire que quatre hommes, quatre farouches partisans, attendaient là, derrière les buissons, la sortie de leurs ennemis ? L'attente fébrile dura plus d'une heure. Une heure passée par les boches à savourer un dernier festin, à déguster un dernier verre de vin, à fumer la cigarette du condamné ... car la mort guettait, là, dehors.

Quels projets crapuleux, quelles nouvelles traîtreuses ont étudiés ces brutes au cours de leur repas princier ? Nous devinons leurs rires stupides, leurs bas calculs, leurs toasts exécrables.

Bien repus, la face rayée d'un sourire bestial, ils quittèrent leur hôte avec force de bonne entente. Tous quatre foncèrent dans la voiture confortable. La portière claqua. Béatement, trois hommes se caiaient sur les sièges, la quatrième tripotait les leviers, établissait le contact. Ce voyage, où allait-il les conduire ? Et combien de temps durerait-il ? Une heure, Un jour ... ?

Trois mitraillettes ont répondu : « C'est pour l'éternité » ! Trois mitraillettes avaient craché la mort. Plus rien ne bougeait dans l'auto noire aux glaces étoilées de fêlures blanches.

Derrière les buissons, à trente pas, quatre partisans surpris de la rapidité des événements après l'attente aussi longue, retenaient leur souffle. Plus rien ne bougeait. Le village paraissait mort. Le bourgmestre devait trembler au fond de sa cave. Les villageois se tenaient cois. Cependant les plus audacieux soulevaient déjà un coin de rideau.

Les oiseaux, un instant silencieux, avaient repris leurs chants. Rien n'était changé, semblait-il et pourtant la chose venait de se produire. C'était fait. Pas à pas, les P. A. se risquèrent sur la route. Le prisonnier russe, évadé faisant partie du groupe s'approcha témérairement de l'auto malgré les avertissements lancés par ses camarades. C'est alors que la portière s'ouvrit sous une violente poussée. Un officier boche se dressa face au maquisard et lui tira à bout portant un coup de révolver en pleine poitrine. Au claquement sec du pistolet, un crépitement

de mitraillette répondit et les deux hommes s'écroulèrent en même temps sur la route.

Les partisans s'élancèrent au secours de leur camarade. En passant, le commandant jeta un coup d'œil sur la boche agonissant dans la poussière. Un frisson parcourut le chef, il venait de reconnaître le gestapiste qui l'avait menacé sur la route de Bertrix. Ainsi sans le savoir, il avait tenu sa promesse : il n'avait pas fait grâce au soudard.

La brute leva vers son justicier un regard de bête maîtrisée, un regard où la morgue avait fait place à l'épouvante. Dans la voiture, trois autres corps sanglants, trois assassins châtiés, gisaient sur les sièges capitonnés.

Le partisans rassemblèrent un butin de choix : deux mitraillettes, quatre revolvers et des munitions puis ils regagnèrent le camp. Mais ils ne pouvaient savourer entièrement leur succès. Toutes leurs pensées allaient à leur camarade russe, au brave P.A. atteint au poumon d'une balle 7/35.

La voiture roulait lentement. Les têtes se penchaient avec peine sur le pauvre blessé. Sur une belle journée de victoire, une ombre glissait, auréolant tristement un visage livide.

La vie dans les camps

Qu'on ne s'imagine pas que les maquisards coulaient au camp une vie de tout repos. La discipline y était de rigueur comme dans l'armée régulière.

Voici d'ailleurs la copie d'un ordre de service : 7 h : réveil – 7 h 30 : déjeuner – 8 h : salut au drapeau – de 8 à 9 h : corvées – de 9 h à 11 h 30 : exercice – 12 h : dîner – de 13 h 30 à 14 h : corvées – de 14 à 17 h 30 : exercice – 17 h 30 : souper – 21 h : appel du soir- 21 h 30 : couvre-feu.

Chaque jour, une compagnie de piquet fournissait la garde. La garde était composée de trois sentinelles relevées toutes les deux heures. L'entrée du camp était interdite aux civils. Les hommes qui n'étaient pas de piquet pouvaient sortir dans les limites de la commune de 17 à 21 heures. Les déclarations de maladie devaient se faire lors de l'appel du matin.

Dès le réveil, les P.A. se rendaient à la rivière pour y procéder à leur toilette puis ils rangeaient leurs couchages et veillaient à la propreté des huttes. La corvée d'épluchage s'effectuait à tour de rôle comme à la caserne.

Pour parler à ses chefs, le P.A. se mettait en position « fixe » et il saluait militairement. Aucun P.A. ne pouvait agir de sa propre initiative. Au retour de chaque expédition, les armes étaient nettoyées et

Nouvelles

rangées au magasin d'armement. Les armes ne pouvaient pas être déposées dans les huttes.

Les hommes capables d'un manquement étaient notés et comparaissaient devant le commandant.

Nous ne jugeons pas nécessaire de nous attarder sur une multitude de détails visant le service ou les travaux exécutés dans les camps. Un volume ne suffirait pas à cette fin. Nous avons en main d'innombrables documents de l'époque décrivant au jour le jour la vie des hommes du maquis.



Quelques feuillets s'en échappent ... Voulez-vous y jeter un coup d'œil ?

A.B.P. secteur Ouest

« ... le service intérieur fonctionne normalement. F ... remplace son adjoint R ... actuellement aux mains de la Gestapo.

- ... Nous procédons au montage d'une ligne téléphonique.

- Aujourd'hui, quatre P.A. partis en France depuis hier midi, ont ramené deux bœufs pesant chacun 700 kilos. Ces bêtes serviront uniquement à la nourriture du camp ... »

D'autres rapports sont plus agressifs. En voici un déchiffré presque illisible :

Secteur Ouest – Bataillon F.R.S.

« - Le 1^{er} septembre sur la route de Sedan, nous avons ouvert le feu sur deux motocyclistes allemands qui sont allés mourir dans les bras de l'A.S. postés un peu plus loin. Le même jour, une voiture automobile fut attaquée à la grenade et détruite. Impossible de nous emparer du moindre matériel car un blindé a surgi brusquement et, après avoir ouvert le feu

sur nous, les Allemands ont ramassé les morts et les armes. Donc 6 morts au tableau mais bredouille en fait de matériel.

- Nous avons ensuite ouvert le feu sur un autre camion. Trois hommes sûrement atteints mais le camion a continué sa route vers Corbion.

- Hier, N ... a fait un prisonnier.

- J'ai arrêté moi-même un Allemand montant un side-car et armé d'un fusil. L'Allemand est interné au ... »

Nous ne connaissons pas la fin de ce rapport. Les partisans n'avaient pas eu le loisir de le ranger soigneusement dans un classeur. Mais en voici un autre, plus proche de la libération :

A.B.P. – 5/09/1944

« Ce jour, vers 9 h, avons rencontré un groupe d'Allemands dans le bois entre Orgeo et Biourges. Après échange de coups de feu, l'ennemi se rendit, soit huit hommes dont un blessé et un überleutenant faits prisonniers. Composition du groupe de P.A. : Paul, André, Charles, Henri, Fernand, Désiré et quelques hommes du bataillon d'Orgeo

signé : Paul »

Communiqué laconique, banal, dirait-on mais combien éloquent pour qui connaît la somme de patience, de courage, de ruse et d'audace que durent déployer les hommes du maquis.

Et voici l'ordre du jour qu'un commandant de bataillon adressait à ses hommes le 2 septembre 1944.

« Camarades,

Le moment est venu d'agir. Les pointes américaines s'approchent rapidement. J'ai la ferme conviction que vous allez faire tout votre devoir. Je vous accompagnerai partout. Nous avons exécuté jusqu'à présent un travail magnifique avec de pauvres armes, des souliers et des vêtements en lambeaux mais avec tant de cœur. Le monde entier connaîtra vos exploits.

Mes chers camarades, l'heure a sonné. Conformez-vous strictement aux ordres que vous donneront vos chefs.

Restons calmes, unis et forts.

Vive la Belgique libre ! Vengeance pour nos morts !

La chef de bataillon : Fernand »

Avec de pauvres armes ? Veut-on savoir avec quel armement cinq P.A. attaquèrent témérairement une voiture blindée à Petit-Voir ? Deux fusils de chasse à un coup, un fusil de chasse à deux coups, un mousqueton français à trois coups, un Mauser M 1896 à 5 coups. Les Allemands pourvus d'armes automatiques ripostèrent par un feu nourri. Nos cinq P.A. s'en tirèrent heureusement sans dommages mais aussi sans succès, on le comprend aisément.

À Buchenwald, les antifascistes ont perdu la guerre mémorielle

Avec la libération du camp de concentration de Buchenwald en avril 1945 s'achève un calvaire et commence une histoire. Celle de prisonniers, souvent communistes, qui sauvèrent des vies au prix de choix déchirants. Mais leur geste, célébrée par le régime est-allemand, se trouve brutalement remise en question lors de la chute du Mur. Les vainqueurs de la guerre froide entreprennent alors de réécrire l'histoire.

Toute commémoration est un acte politique. On y tient des discours du dimanche dont la phraséologie,

Entrée du camp de Buchenwald

souvent convenue et répétitive, dissimule certaines intentions. Le 75^e anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz en Pologne en a apporté une nouvelle démonstration. Le 27 janvier dernier, chaque État, poursuivant son propre but, a énoncé sa (ré)vision de l'histoire. En Israël, l'historien Zeev Sternhell n'a pas mâché ses mots. Cette année, la commémoration du génocide a ainsi servi de « prétexte à l'annexion » des territoires palestiniens (1) (Haaretz, 31 janvier). Les survivants se sont trouvés relégués au rôle de figurants, alors même que la mémoire de leurs souffrances et de leur combat justifiait officiellement l'événement.

C'est à Buchenwald, premier camp de concentration d'Allemagne à avoir été libéré, qu'aurait dû se dérouler en avril la prochaine commémoration (annulée pour cause de coronavirus). Le Mémorial se situe dans le Land de Thuringe, où, avec 23,4 % des voix aux élections législatives d'octobre dernier, l'extrême droite incarnée par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) occupe la deuxième place au Parlement régional, après la gauche (Die Linke), qui en a remporté 31 %. À Buchenwald, davantage encore qu'à Dachau, Sachsenhausen ou Ravensbrück, des membres de l'AfD font irruption pour tenir des propos négationnistes. Le directeur du Mémorial, M.





Monument à la mémoire de la révolte des prisonniers de Buchenwald

Volkhard Knigge, y voit « l'indice de plus en plus sérieux d'un affaiblissement de la conscience historique (2) ». Sans doute. Il reste cependant à savoir De fait, du début de la guerre froide à aujourd'hui, l'histoire de Buchenwald a été incessamment remaniée selon les enjeux du moment. Ouvert en juillet 1937, il est l'un des premiers camps de concentration construits par le régime nazi. Il fonctionne jusqu'au 11 avril 1945, quand l'armée américaine, en route vers Weimar, le découvre. Destiné à isoler les opposants au régime nazi, principalement les communistes et les sociaux-démocrates, il accueille près de 10 000 Juifs arrêtés lors de la Nuit de cristal, le 9 novembre 1938, ainsi que des Tziganes, des Témoins de Jéhovah et des homosexuels — sans compter ceux que le régime considère comme des « asociaux ».

C'est à ces derniers, prisonniers de droit commun pour la plupart, que la Schutzstaffel (« escadron de protection », SS) délègue tout d'abord l'administration interne du camp, jusqu'à ce que, en 1942, les prisonniers politiques les évincent au terme d'une lutte que l'on dit féroce, mais, de l'avis général, salutaire. Avec la décision de faire contribuer la population concentrationnaire à l'effort de guerre, les SS comprennent que les « triangles rouges (3) » sont davantage aptes à assurer les fonctions d'encadrement. Placés à des postes stratégiques, tels que la répartition des prisonniers selon les commandos de travail, la composition des convois vers des camps comme Dora, où la survie était en moyenne de deux

semaines, voire Auschwitz, pour ceux — Juifs et Tziganes — voués à l'extermination, les prisonniers politiques possèdent un pouvoir de décision, limité mais réel, sur le sort des détenus.

Après l'entrée en guerre, on trouve à Buchenwald des résistants de tous les pays, notamment près de 26 000 Français, et des soldats soviétiques, dont 8 483 sont exécutés par les SS d'une balle dans la nuque. Initialement conçu pour héberger 8 000 prisonniers, le camp connaît à la fin de la guerre une surpopulation dramatique. À partir de l'automne 1944, en raison de l'avancée de l'Armée rouge, les camps d'extermination situés à l'Est sont évacués. Des milliers de rescapés de ces « marches de la mort » affluent. En janvier 1945, Buchenwald compte 100 000 prisonniers. Lorsque les Américains en prennent le contrôle, ils trouvent 21 000 survivants. La résistance clandestine, qui avait rassemblé des armes en vue d'une insurrection, leur remet les derniers SS qu'elle a capturés. À la tête de cette résistance se trouvent les détenus politiques allemands, majoritairement communistes.

Promotion d'une histoire héroïque

« De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent » : à peine la guerre froide déclarée par cette phrase de Winston Churchill, prononcée aux États-Unis le 5 mars 1946, surgit le rapport d'un historien de l'armée américaine, Donald Robinson, intitulé « Les atrocités communistes commises à Buchenwald ». Dans le nouvel équilibre des forces en train de se mettre en place en Europe, ce rapport alimente le



Drapeau confectionné par le communiste Henri Gli-neur lors de la libération de Buchenwald

discours antisoviétique. Mais c'est L'État SS, livre du sociologue Eugen Kogon (non communiste) interné à Buchenwald, paru en 1946, qui fera autorité (4). Sans ignorer les relations conflictuelles entre les détenus ni les rapports de forces, Kogon s'efforce d'éclairer la façon dont les prisonniers politiques allemands parvenaient à maintenir un semblant d'ordre et à empêcher la généralisation du « chacun pour soi ».

En République démocratique allemande (RDA), créée en octobre 1949, le nouveau régime fonde sa légitimité sur le combat des militants antifascistes. Rentrés d'Union soviétique, où ils s'étaient réfugiés, ceux qui prennent les rênes de la partie orientale de l'Allemagne promeuvent une histoire héroïque de la résistance au nazisme dont ils se déclarent les héritiers. Ils vont en faire une religion d'État dont le camp-musée de Buchenwald, inauguré en 1958, deviendra une sorte de temple. Chaque année, y sera solennellement commémoré le « serment de Buchenwald », prononcé le 19 avril 1945 par les prisonniers qui s'engageaient à lutter pour la paix et la liberté. Mais, si les rescapés des camps sont les héros officiels, ils n'en sont pas moins écartés des lieux de pouvoir — quand ils ne sont pas victimes des purges stalinienne du début des années 1950 : ces cadres communistes aguerris par treize ans de prison et de camp se révèlent moins dociles que ceux rentrés de Moscou.

C'est aussi en 1958 que paraît en RDA le roman de Bruno Apitz *Nu parmi les loups*, qui, traduit dans une trentaine de langues, deviendra un succès mondial (5). L'auteur, lui-même ancien de Buchenwald, raconte l'histoire d'un enfant juif polonais de 3 ans pris en affection et sauvé par des détenus politiques. Le roman fait l'objet d'un film du même nom réalisé par le cinéaste est-allemand Frank Beyer, qui, en 1963, reçoit le Prix d'argent au festival de Moscou, où il est en compétition avec *Huit et demi*, de Federico Fellini (6). L'acteur fétiche de Rainer Werner Fassbinder, Armin Mueller-Stahl, y joue le rôle principal.

Plusieurs autres comédiens ainsi que les figurants sont eux aussi des survivants des camps nazis ; le film a été tourné sur les lieux mêmes de l'histoire. C'est aussi à Moscou qu'un spectateur reconnaît l'histoire de son neveu, appelé jusque-là « l'enfant de Buchenwald ». Stefan Jerzy Zweig est identifié.

S'inspirant d'un fait authentique, quoique romancé, le récit de Bruno Apitz remplit en RDA une fonction de roman national où le sauvetage de l'enfant devient le symbole de l'humanisme des communistes dans les camps. Comme cela se produit souvent, la fiction l'emportera sur l'histoire réelle, et c'est de ce récit que s'inspirera la scénographie du camp-musée, qui, jusqu'à la fin du régime, fera la part belle à l'action des communistes. Une religion, fût-elle séculière, s'accommode mal de contradictions. La question des relations entre les prisonniers politiques et les SS, et entre les prisonniers eux-mêmes, se trouve exclue du narratif est-allemand. Cette « zone grise », qui ne relevait, selon Primo Levi, l'auteur de *Si c'est un homme*, de la compétence d'aucun tribunal humain, allait cependant trouver ses juges en Allemagne réunifiée.

Comme si rien n'était plus urgent, le remaniement du site mémoriel de Buchenwald compte au nombre des priorités de l'Allemagne de l'après-guerre froide. L'une de ses premières initiatives est la redécouverte du Speziallager, camp dans lequel les Soviétiques avaient, en 1945, et sans doute en ratissant large, interné des cadres du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), le parti d'Adolf Hitler, dont les trois quarts étaient morts de faim. En 1999, les autorités inaugurent un mémorial entièrement « revu et corrigé ». Le vent a tourné, la perspective aussi, et Volkhard Knigge, le nouveau directeur du lieu — un historien parachuté d'Allemagne de l'Ouest —, conçoit un récit à rebours de l'ancien. Le regard se déplace des héros rouges vers les victimes et tend à une personnalisation des acteurs. S'ils ne sont pas totalement exclus, les communistes disparaissent en tant que groupe social. La



Image du film «Nu parmi les loups»

plaque commémorant le sauvetage de Stefan Jerzy Zweig aussi — les protestations de l'intéressé, alors septuagénaire, n'auront aucun effet. La romancière Elfriede Jelinek aura beau s'en indigner à son tour, le manque de tact et l'obstination du directeur du Mémorial l'emportent. Figure emblématique du récit est-allemand, tout comme Anne Frank a pu devenir une figure des victimes de la Shoah, « l'enfant de Buchenwald » est jeté avec l'eau du bain. Ce sont d'ailleurs 904 enfants qui furent sauvés à Buchenwald ; un fait à mettre à l'actif de la résistance clandestine.

Déconstruisant méticuleusement ce qu'on n'appelle plus désormais que le « mythe de l'antifascisme » de la RDA, un collectif d'historiens produit dans la foulée de la réunification un ouvrage qui fait toujours autorité. Dans *L'Antifascisme épuré* (7), ils énoncent la thèse selon laquelle ceux qu'ils nomment les « kapos rouges » ont survécu au détriment des autres. La solidarité n'aurait fonctionné qu'entre eux. La presse de boulevard comme les titres de référence s'emparent de l'histoire de « l'enfant de Buchenwald » et de celle de ces « kapos rouges »,

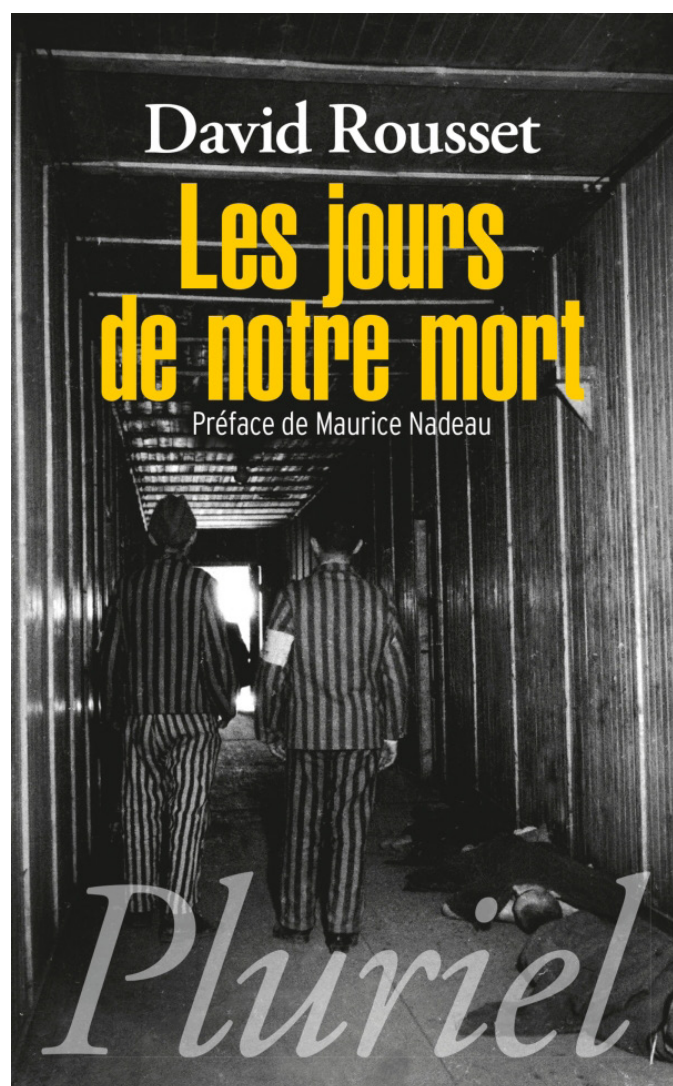
dont elle fait des collaborateurs des SS. L'équivalence « communistes = nazis » se développe, suscitant chez certains le sentiment d'avoir été trompés par le discours est-allemand. La thèse de l'historien Ernst Nolte, selon laquelle les camps d'extermination nazis constituaient une réaction défensive face au bolchevisme (8), gagne du terrain, cependant que l'assimilation entre rouges et bruns fait son apparition dans le sens commun.

Pourtant, dans *Les Jours de notre mort*, l'ancien déporté français David Rousset avait décrit dès 1947 ces situations auxquelles étaient quotidiennement confrontés les prisonniers politiques, où il fallait faire des choix dans des circonstances extrêmes. Stéphane Hessel — l'auteur d'*Indignez-vous !* —, Imre Kertész — Prix Nobel de littérature en 2002 —, ou encore l'écrivain Jorge Semprun, dans *Le Mort qu'il faut*, n'avaient pas caché avoir été sauvés de la même façon que Stefan Jerzy Zweig, dont le nom avait été rayé d'une liste de déportation d'enfants, par les « kapos rouges ». Le livre de Rousset n'a jamais été traduit en allemand. Écrire sur le quotidien des camps nazis sans l'avoir lu, c'est un peu comme si les historiens travaillant sur les camps de travail forcé soviétiques ignoraient *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljenitsyne. À Buchenwald, une exposition intitulée *Leitmotiv der DDR* (« Les légendes de la RDA ») se consacre même entièrement à la déconstruction du « mythe ». On y exhibe les « crimes » des prisonniers politiques. Dès lors, que reste-t-il des pères fondateurs de cet État qui avait revendiqué l'héritage antinazi ?

Reposant sur le concept de totalitarisme, l'interprétation dominante de l'histoire de la RDA induit l'équivalence entre le régime communiste et le système nazi (9). La politique mémorielle qu'encourage, finance et propage, notamment, la Fondation pour la réévaluation de la dictature du Parti socialiste unifié d'Allemagne (*Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur*) confirme que, si l'antifascisme avait été la religion d'État de la RDA, l'anticommunisme a été celle de la République fédérale d'Allemagne (RFA, Ouest).

Cette approche a apporté de l'eau au moulin de l'AfD, qui l'utilise sans nuance. Produit de la droite extrémiste venu de l'ouest de l'Allemagne pour se construire sur les ruines de la RDA, ce parti s'appuie sur une représentation univoque et démonisante de l'expérience est-allemande, véhiculée dans les médias comme dans les ouvrages scientifiques. Il exploite le ressentiment d'une partie de la population est-allemande, ramenée au rôle soit de victime du régime communiste, soit de collaboratrice d'une dictature.

À Buchenwald, rétablir les faits et les mérites permettrait de contrecarrer le discours négationniste de



l'extrême droite allemande.

Sonia Combe

Historienne. Auteure d'Une vie contre une autre. Échange de victime et stratégies de survie dans le camp de Buchenwald, Fayard, Paris, 2014, et, plus récemment, de La Loyauté à tout prix. Les floués du « socialisme réel », Le Bord de l'eau, Lormont, 2019.

(1) Le « plan de paix » présenté le 28 janvier par M. Donald Trump conforte les menaces d'annexion des colonies situées dans les territoires de Cisjordanie conquis par Israël depuis la guerre des six jours, en 1967.

(2) Der Spiegel, Hambourg, 23 janvier 2020.

(3) Chaque catégorie de détenus portait un triangle de couleur différente épinglé sur la poitrine. Celui des politiques était rouge, et celui des droits communs, vert.

(4) Traduction française : Eugen Kogon, L'Enfer organisé. Le système des camps de concentration allemands, La Jeune Parque, Paris, 1947.

(5) Bruno Apitz, Nu parmi les loups, Les Éditions français réunis, Paris, 1961.

(6) Cf. Bill Niven, The Buchenwald Child : Truth, Fiction and Propaganda, Camden House, Rochester, 2007.

(7) Lutz Niethammer (sous la dir. de), Der « gesäuberte » Antifaschismus, Akademie Verlag GmbH, Berlin, 1994.

(8) Frankfurter Allgemeine Zeitung, Francfort, 6 juin 1986.

(9) Cf. Carola Hähnel-Mesnard, « La RDA dans le (rétro)viseur. Plaidoyer pour une autre perception », Symposium Culture@Kultur, vol. 2, Berlin-Toulouse, 2020 (à paraître).

SOCIÉTÉ

Opération Sky : les coups de filet n'attrapent pas les gros poissons

Pour Geert Lenssens, avocat, le gouvernement doit au plus vite élaborer de nouvelles lois sur les téléphones cryptés tout en suivant la trace des narco-dollars.

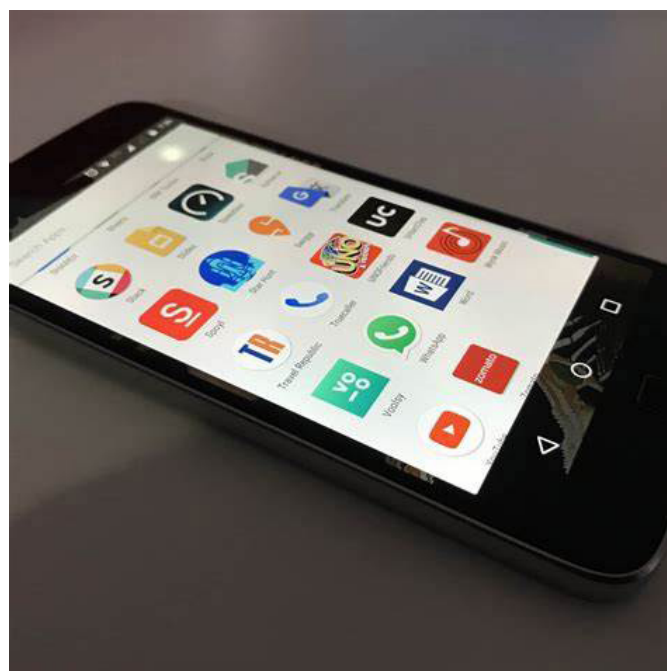
Après avoir réussi à s'infiltrer, la semaine passée, dans le réseau de téléphones cryptés Sky ECC, la

police et divers responsables politiques ont affirmé avoir asséné un coup fatal à la mafia belgo-néerlandaise de la drogue. Cependant, Walter Damen, avocat pénaliste, est venu jouer les trouble-fête en précisant que nous avons gagné une bataille, mais certainement pas la guerre. Tous les barons de la drogue ont en effet appris, la semaine passée également, que le Beaujolais nouveau était arrivé sous la forme d'un nouveau fournisseur ultrasécurisé, NO.1BC (De Standaard, 12 mars). Au même moment, le procureur fédéral annonçait, non sans cynisme, qu'avec les moyens dont la police et la justice disposent actuellement, il faudrait 685 ans pour analyser toutes les données interceptées sur le réseau des cryptophones Sky-ECC.

L'heure n'est donc ni aux réjouissances, ni au triomphalisme. Bien entendu, la police et le parquet méritent toutes nos félicitations. Ils ont effectivement réussi à totalement ébranler le quotidien des narco-trafiquants et des criminels en col blanc, voire de certains collègues en toge noire. Mais tant qu'il y aura une demande pour le produit, l'offre continuera d'exister, par l'entremise de toute une industrie hiérarchisée.

L'Hydre de Lerne

Ce n'est pas la première fois que l'on s'attaque à un certain type de criminalité en oubliant pourquoi elle a été créée. Au début de l'année 2018, un certain Vincent Ramos a été arrêté. C'était le CEO d'une entreprise canadienne, Phantom Secure. Cette entreprise, qui commercialisait des téléphones BlackBerry du même calibre que les téléphones Sky ECC, comptait 20 000 clients, dont les fameux cartels de la drogue mexicains et les Hells Angels. L'homme fournissait sciemment la criminalité organisée, car



son produit avait été spécialement développé à cet effet. Il a été condamné, il purge actuellement sa peine aux États-Unis et le CEO de Sky ECC suivra la même voie. Les forces de police françaises et néerlandaises sont aussi parvenues, récemment, à craquer les cryptophones d'Encrochat, ce qui a permis de mettre hors d'état de nuire des réseaux entiers de narcotrafiquants.

Walter Damen a raison de jouer les rabat-joie, car quand on cherche un peu sur internet ou sur le darknet, on trouve sans grande difficulté différentes sortes de téléphones alternatifs. Le milieu de la drogue est comme l'Hydre de Lerne : quand on lui coupe une tête, elle repousse automatiquement.

Encadrer les téléphones cryptés

Plutôt que sabler le champagne, le gouvernement De Croo ferait bien de se pencher sur les problèmes sous-jacents. Les téléphones cryptés sont indispensables dans le milieu de la drogue. Interdire ces téléphones et cette technologie, ce serait aller trop loin, mais pourquoi ne pas encadrer l'utilisation de ces appareils en imposant des procédures, des registres et des licences ?

Par ailleurs, je ne verrais aucun inconvénient à la définition par la loi d'une nouvelle infraction qui sanctionnerait aussi bien la production que la vente (y compris par les fournisseurs intermédiaires) de ces appareils à des fins criminelles. Les sociétés qui commercialisent ces téléphones pourraient également être soumises à un devoir d'investigation et d'identification de leurs clients, sans quoi elles seraient automatiquement soupçonnées de servir des intérêts criminels. Et évidemment, il faut au moins décupler les moyens et le personnel de la Computer Crime Unit afin de pouvoir craquer les codes plus rapidement.

La trace des narcodollars



Ces criminels ont un autre talon d'Achille, qui est la raison ultime de leur énorme prise de risques :

l'argent. Tout comme les criminels financiers (qui sont une plaie tout aussi grave), les barons de la drogue peuvent aujourd'hui cacher leur argent en toute sécurité dans des constructions offshore. Les centaines de millions de narcodollars abrités entre autres à Dubaï ne laissent rien à l'imagination. Des magistrats flamands ont d'ailleurs récemment tiré la sonnette d'alarme à ce sujet dans un ouvrage collectif intitulé « Financieel rechercheren », qui dénonce le manque de personnel et de moyens dans le cadre des enquêtes financières sur les butins du crime en col blanc. Il en va de même pour le milieu de la drogue : les gros poissons échappent toujours aux coups de filet.

Le seul moyen d'éviter que ce genre d'opérations réussies laissent un goût amer dans la bouche, c'est de priver les criminels de leurs moyens de communication secrets tout en traquant efficacement leurs butins. La Justice réclame plus de moyens depuis longtemps, et je ne peux plus accepter d'entendre que même les magistrats ne savent plus sur quel pied danser. L'affaire Sky ECC se termine sur une grosse déception. Ce n'est plus une question de laisser-aller, mais bien de négligence coupable. Faudra-t-il aussi attendre 685 ans pour pouvoir compter sur une justice efficace ?

Auteur Geert Lenssens
Traducteur Fabrice Claes
Extrait de daardaar.be

Prêts toxiques : la filiale de BNP Paribas condamnée à payer immédiatement quelque 120 millions d'euros.

La cour d'appel de Paris a confirmé le caractère exécutoire de la condamnation de la principale filiale crédit de BNP Paribas en février 2020, dans l'affaire des prêts Helvet Immo, imposant à la banque de verser immédiatement quelque 120 millions d'euros aux emprunteurs. La cour d'appel a débouté BNP Personal Finance, qui avait demandé l'arrêt de l'exécution provisoire des très importants dommages et intérêts prononcés par le tribunal le 26 février, selon une ordonnance que l'AFP a pu consulter, confirmant une information du Parisien.

Cette filiale, connue en France sous la marque Ce-telem, avait été condamnée à payer 187.500 euros - l'amende maximale - et à d'énormes dommages et intérêts, pour avoir dissimulé les risques induits par ses prêts en francs suisses, au détriment de plus de 4.600 emprunteurs. BNP Paribas Personal Finance, filiale à 100% de la première banque française, a



été reconnue « coupable de pratique commerciale trompeuse » et de « recel » de ce délit pour la commercialisation, en 2008 et 2009, de prêts à haut risque, libellés en francs suisses mais remboursables en euros. La banque, qui réfute toute pratique illégale, a fait appel. Elle doit être rejugée dans les mois qui viennent. En attendant l'appel, la banque doit acquitter quelque 120 millions d'euros en dommages et intérêts.

L'avocat d'environ 1.300 parties civiles, Charles Constantin-Vallet, a déclaré vendredi soir que ses clients « se félicitent de cette décision, très sévère à l'égard de BNP, qui va devoir leur verser une indemnisation prononcée par le tribunal correctionnel ». « C'est un coup d'arrêt à la stratégie d'épuisement judiciaire de BNP PPF des victimes, cela va leur permettre de retrouver leur liberté patrimoniale et de poursuivre leur combat judiciaire pour obtenir la nullité du prêt Helvet Immo », a-t-il ajouté. Les épargnants accusent la banque de leur avoir dissimulé « un risque financier inouï », inhérent à l'emprunt.

La particularité du prêt, commercialisé en 2008 et 2009 par une filiale de la première banque française, est qu'il est libellé en francs suisses mais remboursable en euros. Résultat : quand après la crise financière, l'euro a décroché face à la devise helvète, quelque 4.600 emprunteurs ont vu flamber les montants à rembourser. Beaucoup doivent encore un capital supérieur au montant emprunté alors qu'ils payent depuis plus de dix ans. Plus de 2.300 emprunteurs se sont constitués partie civile au procès. Les avocats de la filiale de BNP n'ont pas

pu être joints vendredi soir

Par le Figaro avec AFP (publié le 26/09/2020)

Monique Pinçon-Charlot :

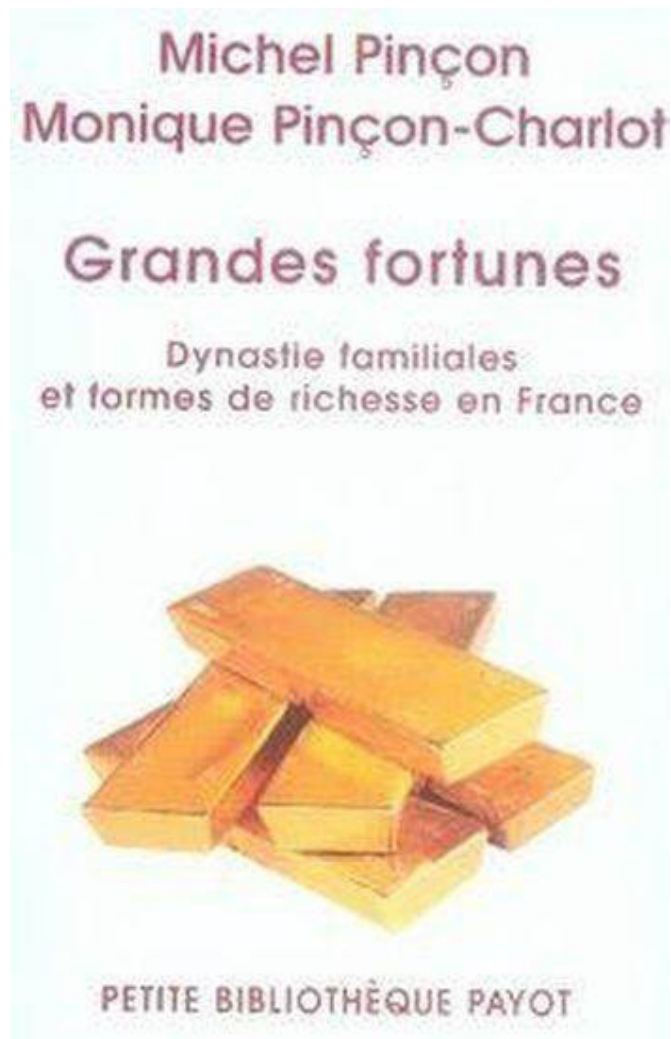
« Le communisme, nous l'avons rencontré... chez les très riches »

Sociologue, ancienne directrice de recherche au CNRS, Monique Pinçon-Charlot est l'auteur, avec son mari Michel Pinçon, de très nombreux travaux consacrés à la bourgeoisie et aux antagonismes sociaux, parmi lesquels *Grandes Fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France* (Payot, 1996) et *Les Ghetto du gotha* (Seuil, 2007). Toujours engagée dans les combats sociaux, et à l'heure de l'écriture de leurs mémoires croisés, elle a longuement répondu aux questions de Voix de l'Hexagone.

Propos recueillis par **Ella Micheletti**.

Voix de l'Hexagone : Après avoir mis en lumière avec votre époux Michel Pinçon la porosité du monde des affaires, de la très haute bourgeoisie et des décideurs politiques sous Nicolas Sarkozy (*Le Président des riches*, La Découverte, 2010) et François Hollande (*La Violence des riches*, La Découverte, 2014), vous avez consacré l'an dernier un ouvrage à la présidence d'Emmanuel Macron (*Le Président des ultra-riches*, La Découverte, 2019). Le pouvoir macronien n'est-il finalement qu'une étape supplémentaire de la fracture entre l'élite et le reste de la population ou bien présente-t-il, par sa nature-même, une rupture avec le soi-disant « ancien monde » ?

Monique Pinçon-Charlot : Il y a un peu des deux. Emmanuel Macron n'était pas au départ, le candidat préféré de l'oligarchie qui avait choisi François Fillon, dont le programme était franchement assumé réactionnaire, conservateur, et ultralibéral. Em-



manuel Macron jouait un jeu de communication et de manipulation plus compliqué, avec son slogan « Ni de droite, ni de gauche ». Mais il s'agissait du miroir aux alouettes pour mieux piéger le gibier. Les membres de l'oligarchie, au premier tour de la présidentielle 2017, ont voté pour François Fillon, comme le montrent les statistiques électorales dans les beaux quartiers. Mais comme François Fillon n'était pas présent au second tour, Emmanuel Macron a constitué un cheval de rechange face à Marine Le Pen. Puis Emmanuel Macron s'est révélé dans la continuité quasi-parfaite de Nicolas Sarkozy et François Hollande.

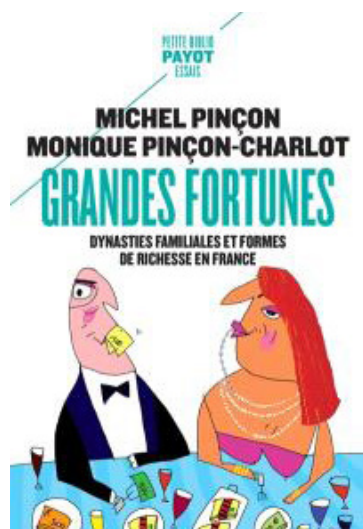
Au fond, pour que le système capitaliste dans la phase où il se situe actuellement – en fin totale de parcours, puisqu'il a tout exploité et détruit la planète avec sa seule logique du profit au bénéfice des détenteurs de la propriété privée lucrative – les gens de pouvoir savent qu'il faut que « tout change pour que rien ne change ». François Hollande, après Nicolas Sarkozy était parfait. Sa phrase contre la finance était une manipulation qui devait servir à ramasser des voix à gauche. Emmanuel Macron est lui aussi parfait dans la suite logique de cette phase du néolibéralisme qui financiarise toujours plus en marchandisant tous les secteurs de l'activité économique et

sociale y compris la santé, les ressources agricoles, l'eau, l'électricité... Tout ce qui relève du bien commun est aujourd'hui entre les mains des propriétaires. Le plus grave est la marchandisation et la financiarisation de l'information... Cela fait qu'actuellement dix milliardaires contrôlent 90 % des médias en France. On ne peut désormais plus parler d'une république, d'un gouvernement, au service de l'intérêt général. Bien qu'Emmanuel Macron refuse qu'on le dise, je répéterai de manière assumée que nous sommes dans une dictature de type oligarchique. L'oligarchie a en effet pris le pouvoir sur l'État, la politique et tout ce qui relève de l'intérêt général, au service d'une petite caste et de ses intérêts privés.

VdH : Face à cette politique délibérément orientée en faveur des plus privilégiés, comment expliquez-vous que des personnalités qui sont les grands protecteurs de l'oligarchie parviennent à arriver au pouvoir et s'y maintenir ?

M.P.-C. : La politique, comme la santé ou comme l'information, a été elle aussi financiarisée. Tout se passe comme si la politique était devenue la propriété des puissances d'argent. Le livre que nous avons co-écrit avec Michel, *Le Président des ultra-riches*, montre bien, en décortiquant la liste des donateurs d'Emmanuel Macron et toutes les manipulations opérées par les médias, que les oligarques ont forgé une créature adaptée aux besoins présents du capital. Pourquoi quelqu'un comme Emmanuel Macron parvient-il au pouvoir et pourra peut-être encore le conserver pour un deuxième mandat ? Parce que le premier parti de France est en réalité le parti des abstentionnistes.

L'abstention est organisée, nous l'avons également démontré dans le même ouvrage. Du fait que le vote blanc ne soit pas reconnu dans les suffrages exprimés, la plupart des gens qui ne veulent plus de la classe politique actuelle choisissent de s'abstenir. La majorité des abstentions peut être considérée comme des abstentions « actives ». C'est pourquoi l'un de nos chevaux de bataille est la reconnaissance du vote blanc qui permettrait d'éviter que ce soit toujours les mêmes qui captent la parole populaire : Jean-Luc Mélenchon devrait prochainement se déclarer candidat aux prochaines présidentielles, de même qu'Emmanuel Macron et Marine Le Pen... Bref, les mêmes candidats que lors de la précédente élection présidentielle ! Le parti communiste, le NPA et d'autres vont aussi jouer le jeu de cette farce électorale, alors que les dés sont pipés... Or, la reconnaissance du vote blanc réglerait tous les problèmes d'un seul coup, y compris le problème des suffrages relevant du marché de la contestation politique, qui permet de faire croire que nous sommes en démocratie. Si, d'ici 2022, on parvenait à remporter la bataille de la reconnaissance du vote blanc, on gagnerait la guerre. Vous êtes-vous demandé com-



ment il était possible de n'avoir jamais obtenu cela ? Les textes sont prêts, pourtant ! Laurent Fabius nous les avait communiqués en 2001. Il suffit de changer un article de la Constitution, celui qui dispose que le président de la République doit être élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Ce ne serait plus le cas si on comptabilisait le vote blanc. C'est le seul véritable

obstacle juridique. Pourtant, l'initiative n'aboutit pas car il existe des complicités trop fortes avec ce que j'appelle « le marché de la contestation sociale ». Mais la situation est aujourd'hui bien trop grave pour qu'on continue à accepter les petits arrangements entre amis.

VdH : Face aux partisans du système néo-libéral, les partis de gauche apparaissent plus divisés que jamais. Croyez-vous, à court ou moyen terme, en une union des gauches pour mieux porter le combat des plus humbles ?

M. P.-C. : Cela paraît actuellement impossible tellement les divisions sont enracinées et institutionnalisées. Bourdieu parlait d'objectivation institutionnelle. L'enracinement est d'autant plus profond qu'il existe de nombreux enjeux de postes ainsi que des enjeux financiers. Comme l'oligarchie possède la richesse et le pouvoir, elle tient les ficelles des marionnettes. Je pense qu'il faut renouveler de fond en comble les candidats aux responsabilités politiques avec des ouvriers, des syndicalistes, des agriculteurs, des intellectuels... bref la population dans toute sa diversité. Mais avec l'interdiction de faire carrière en politique et, pour cela, il faut créer un statut de l' élu qui lui garantisse de retrouver l'emploi quitté. Prenons l'exemple de Jean-Luc Mélenchon qui prône le dédagisme alors qu'il a fait carrière en politique, dont des décennies passées au Parti socialiste. Sa parole met en scène une certaine radicalité mais il se réclame de François Mitterrand !

« L'oligarchie a pris le pouvoir sur l'État, la politique et tout cela relève de l'intérêt général, au service d'une petite caste et de ses intérêts privés »

VdH : Jean-Luc Mélenchon ne vous convainc donc vraiment pas... ? Même en dépit du programme de la France insoumise ?

M. P.-C. : Si je suis très critique vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon, parce qu'il empêche l'union des forces populaires, j'ai un respect immense vis-à-vis des militants de la France insoumise dont Michel et moi sommes très proches d'un grand nombre. Comme nous sommes également très proches de militants du Parti communiste, de Lutte ouvrière ou du NPA. Nous nous battons pour des idées, par pour des partis. Pour en revenir à la question de l'union des gauches, je répète donc qu'il faut, à mon sens, changer le marché de la contestation sociale. Tant que les masses populaires ne se seront pas levées pour exiger d'intervenir en qualité de citoyens et dire ne plus vouloir de la démocratie représentative et de la trahison de leur parole, on n'en sortira pas. Je peux me tromper, mais la reconnaissance du vote blanc me paraît une réforme à notre portée mais à potentialité révolutionnaire à très court terme.

VdH : La naissance, l'apogée et l'essoufflement des Gilets jaunes ont jalonné l'actualité durant un an et demi et permis de mettre en lumière des revendications populaires. Qu'en reste-il aujourd'hui ? L'expérience peut-elle constituer un terreau fertile à la reprise en main du Politique par le peuple ?

M. P.-C. : Les Gilets jaunes n'ont pas disparu. Nous sommes toujours en contact avec certains. Mais ils ont été tellement malmenés, mutilés par les LBD40, ces armes de guerre, que la peur s'est installée. Emmanuel Macron s'est livré, en plus, à de la manipulation de haut vol avec son Grand débat. Le peuple français est en lutte depuis l'avènement de ce président, sans interruption. Les Gilets jaunes ont déclenché un moment de panique dans les beaux quartiers. Nous en avons eu la confirmation lors de nos observations auprès des Gilets jaunes quand ils pouvaient encore manifester à proximité des lieux du pouvoir. Personne ne s'attendait à cela le 17 novembre 2018. Michel et moi, nous avons été surpris également. Malheureusement les manifestants ont été massivement diabolisés par les médias dominants, mais aussi par des militants de gauche, peut-être parce que les Gilets jaunes revendiquant leur autonomie rejetaient les corps intermédiaires que sont les syndicats et les partis politiques. Dommage pour tout le monde, car la convergence des luttes dans le respect mutuel des différentes sensibilités aurait été le meilleur signal à donner à une oligarchie de plus en plus prédatrice.

VdH : Quand vous évoquez ce « monde de la contestation sociale » qui ne les soutenait pas, vous pensez aux syndicats, à certains partis ?

M. P.-C. : Oui. Les partis de gauche et les syndicats auraient dû protéger ce mouvement, être beaucoup plus présents à leurs côtés. Il n'est plus



possible que les partis traditionnels continuent à manifester de Nation à Bastille ! Il faut aller au plus près des gens de pouvoir, dans les beaux quartiers et de façon non violente bien sûr. La violence est du côté des riches. Lorsqu'il y a des débordements dans les défilés, cela se retourne toujours contre les manifestants, qui n'y ont donc pas du tout intérêt.

VdH : Dans une interview à L'Humanité en janvier dernier, vous avez déclaré : « Tout est détruit, selon un ordre très précis imposé par les plus riches. » On songe par exemple au démantèlement méticuleux des services publics et aussi, dernièrement, à la réforme du système de retraites. Cette réforme est seulement « suspendue » en raison de la crise sanitaire, non des manifestations massives et des grèves hivernales ! Alors que le changement profond par les urnes paraît compromis, la rue a-t-elle également perdu de son pouvoir d'influence ?

M. P.-C. : Il faut cumuler le pouvoir des urnes et celui de la rue. Ils ne s'opposent pas. Je me souviens, au CNRS, de ces débats interminables qui opposaient le quantitatif au qualitatif, la sociologie à l'économie ou la science politique, etc. Tout était toujours découpé en tranches de saucisson, dont chacune devait avoir ses propres réseaux de pouvoir, ses propres intérêts. Nous, nous avons toujours été intéressés par le saucisson dans son intégralité ! C'est la raison pour laquelle nous raisonnons en termes de classes sociales et de rapports antagoniques, selon un modèle marxiste et bourdieusien. Rien ne s'oppose s'agissant des moyens de la lutte : il faut donc à la fois être dans la rue, faire de la désobéissance civile, se battre en faveur du vote

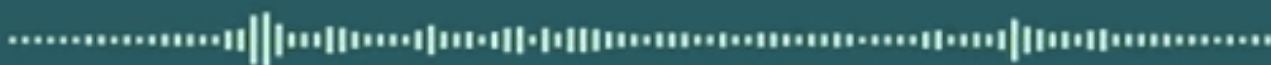
blanc, faire des actions fortes dans les beaux quartiers, bref, multiplier les interventions de toutes sortes.

« Les très riches – et ce jusqu'à la fin de leurs jours – ne seront jamais malmenés par le travail de « deuil » de toute personne qui comprend que, sans argent, elle ne pourra jamais avoir ce qu'elle désire »

VdH : Et quid du contexte ? La crise du covid-19 peut-elle, par exemple, devenir une chance de penser un monde nouveau solidaire et écologique ? À moins que le capitalisme mondialisé n'en ressorte renforcé ...

M.P.-C. : Tout dépendra de nous ! Nous sommes seuls responsables de la réponse à cette question. Ce qui se prépare est la « stratégie du choc », c'est-à-dire l'aggravation, à la rentrée, de la situation sociale (augmentation massive du nombre de chômeurs, blanchiment dans l'économie réelle des milliards issus de la spéculation conduisant à une crise financière...) et, dans le même temps, l'adoption de lois répressives. Si le peuple se divise et n'apparaît pas à la hauteur de la situation, la réaction des classes dirigeantes sera terrible pour les plus pauvres, les plus âgés, les plus malades, les plus handicapés... Notre responsabilité est immense. Il faut alerter, par exemple par la désobéissance civile. Ce n'est pas toujours facile. Il faut bien du courage pour rentrer dans une mairie et décrocher le portrait du président... Mais tout peut être utile pour faire bouger les lignes. On peut aussi

Monique Pinçon-Charlot analyse la crise du Covid-19



impliquer les médias dans ce type d'action, comme l'avaient fait les intermittents du spectacle au cours d'un journal de David Pujadas il y a quelques années. J'ai bien d'autres illustrations... Ici, dans le secteur de Bourg-la-Reine, des électriciens ont coupé le courant pendant quelques minutes pour protester contre la réforme des retraites cet hiver. À la même période, le groupe Extinction Rebellion a envahi les locaux de Black Rock, tandis que Greenpeace et les Amis de la Terre participaient à une opération « tous couchés » sur l'esplanade de la Défense, bloquant pendant toute une journée le ministère de la Transition écologique, les sièges de grandes entreprises liées aux hydrocarbures...

VdH : Avec Michel Pinçon, vous avez consacré l'essentiel de votre œuvre universitaire à étudier l'habitus des classes privilégiées, révélant les stratégies par lesquelles les grandes familles bourgeoises préservent leurs intérêts et peuvent jouer la carte de la reproduction sociale. Mais l'argent et l'influence font-ils le bonheur de ces grandes familles... ? D'après les sociologues que vous êtes, vivent-elles heureuses ?

M. P.-C. : Oui. Profondément. Sans mauvais conscience. Sans culpabilité. C'est un des apports importants de notre travail. Quand vous naissez à Neuil-

ly, vous êtes construit dans un univers résidentiel spécifique, entouré de gens qui vous ressemblent, où il y a de l'espace. L'habitus de classe va vous structurer jusqu'à la conformation de votre corps, puisque le corps des dominants (travaillé, fin, redressé, bien habillé...) est profondément différent du corps des dominés. Ce qui n'est qu'un arbitraire de classe doit alors être en effet masqué pour être transformé en qualité naturelle, innée, afin que le darwinisme social fonctionne... Cela permet de passer de la violence économique à la violence symbolique. Avec cette dernière, ce sont les dominés qui en viennent à se dire qu'avec un tel maintien, une telle élégance, une telle formation intellectuelle, il est bien normal que ces gens-là nous dirigent. Cette violence symbolique est l'un des apports extraordinaires de Bourdieu.

« La violence est du côté des riches. Lorsqu'il y a des débordements dans les défilés, cela se retourne toujours contre les manifestants, qui n'y ont donc pas du tout intérêt »

Michel et moi, nous sommes actuellement en train d'écrire nos mémoires de sociologues, qui devraient paraître l'année prochaine. En y travaillant, on se rend compte à quel point il fallait être dans l'im-

mersion de type ethnologique ou anthropologique pour arriver à comprendre le fonctionnement de la haute bourgeoisie. Premièrement, vous avez un habitus de classe construit en toute conscience de façon assumée et formalisée. Cet habitus de classe va pouvoir, ensuite, s'épanouir dans des conditions qui seront toujours en adéquation avec lui. Les très riches – et ce jusqu'à la fin de leurs jours – ne seront jamais malmenés par le travail de « deuil » de toute personne qui comprend que, sans argent, elle ne pourra jamais avoir ce qu'elle désire. J'irai encore plus loin : ce qui nous a rendus amers, c'est que le communisme nous l'avons effectivement rencontré... là-haut, chez « eux ». C'est-à-dire le partage, la solidarité, mais une solidarité de type communautariste, basée exclusivement sur la naissance. C'est un microcosme qui fonctionne dans le don et le contre-don, un petit monde qui s'accapare toutes les richesses, sans ruissellement aucun en direction des classes moyennes et populaires.

VdH : Comment en êtes-vous venue à cette spécialisation, l'étude sociologique de la haute bourgeoisie, qui a finalement fait votre renommée ?

M.P.-C. : Au début de notre carrière, nous étions deux chercheurs sans visibilité. C'est notre colère qui nous a donné une énergie salvatrice. Nous étions

spécialisés en sociologie urbaine avant d'entrer au CNRS. Nous avons déjà été étonnés à l'époque de voir que tous les crédits de recherche étaient orientés vers l'étude des plus pauvres, des cités défavorisées. En revanche, il n'y avait jamais la possibilité financière d'enquêter sur les beaux quartiers ! Donc, comme tous les autres chercheurs, nous avons d'abord travaillé sur la question des HLM. Une fois arrivés au CNRS, nous étions censés, par notre statut, être libres et ne plus dépendre de l'argent.

En 1986, alors que le système néolibéral commençait à structurer le CNRS, même avec la complicité des chercheurs (y compris les plus à gauche !), nous nous sommes mis un peu en marge pour travailler chez nous, dans notre nouvelle maison. Nous avons décidé de mener des recherches sur ceux et celles qui sont à l'origine des inégalités abyssales dont on nous demandait de panser les plaies. Nous avons aussi décidé de travailler ensemble, en couple. Nous savons bien que, nous qui écrivons en ce moment nos mémoires de sociologues, nous ne sommes que des chercheurs qui ont mis en œuvre sur la grande bourgeoisie le système théorique de la domination de Bourdieu, articulé à la théorie de l'exploitation de Marx. Sans jamais inventer le moindre concept, nous avons été profondément heureux de partager cette aventure au sommet de l'espace social. En 34 ans d'investigation sur ce milieu, notre objet a explosé en plein vol avec le passage d'un capitalisme industriel et paternaliste au néolibéralisme avec la financiarisation généralisée de tous les secteurs de l'activité économique et sociale. Je ne sais pas si beaucoup de sociologues ont pu vivre une aventure aussi extraordinaire que celle à laquelle nous avons été confrontés.

VdH : Si vous deviez vous décrire en une phrase, que diriez-vous ?

M.P.-C. : Nous sommes un duo de choc, inscrit dans le sport de la sociologie (en référence au titre du film documentaire de Pierre Carles sur Bourdieu La sociologie est un sport de combat) !

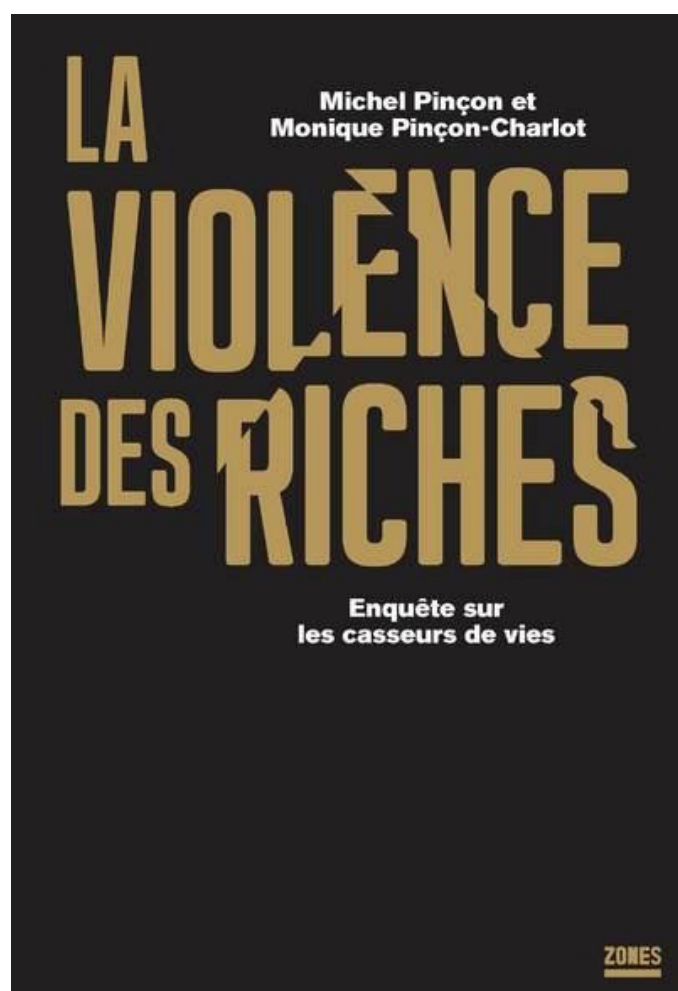
Entretien réalisé à Bourg-la-Reine le 19 août 2020.

Propos recueillis par Ella Micheletti.

LIBRES PROPOS

Le cri du peuple.

J'ai profité de quelques jours de repos pour lire cette bande dessinée, éditée chez Casterman, intitulée « Le cri du peuple » dont les auteurs sont Tardi et Vautrin, qui retrace, à sa façon, l'histoire de la «





Commune de Paris » dont on célèbre le 150ème anniversaire en 2021.

Ce livre suscite l'admiration par la qualité des dessins dont on oublie presque qu'ils sont en noir et blanc. Les dialogues en argot parisien, élevé au rang d'une vraie langue régionale, donnent plus d'intensité au récit même si le Wallon que je suis doit souvent les relire pour bien les comprendre.

La Commune de Paris a posé les fondements du Socialisme, en 1871, et le peuple de la Capitale l'a bien payé.

Comme l'écrit Jean Baronnet dans « Le Temps des Cerises, la Commune de Paris en photographies » (1), à la page 21 : « Ce fut l'élimination et la déportation d'une classe entière de la population parisienne. En huit jours, du 21 au 28 mai 1871, 3.000 fédérés sont tués au combat et probablement 20.000 hommes et femmes fusillés sans jugement dans la rue, 35.000 arrestations sont effectuées dont 651 enfants de 7 à 15 ans, 130 seront condamnés, 960 meurent dans les camps,

30 sont fusillés après jugement. 514 périront dans les forts et les pontons de la Côte Ouest.

Ces faits précèdent la déportation en Nouvelle-Calédonie de 4.187 détenus condamnés, ils y resteront de 1872 à 1881, 402 ne reviendront pas.

Dans l'autre camp, il y eut 877 combattants versaillais tués et 76 otages fusillés, dont l'archevêque de Paris. » (fin de citation).

La disproportion du nombre des victimes frappe et on se souvient du conflit Israël-Palestine.

Après avoir tourné la dernière page du « Cri du Peuple », je me dis que ce peuple de Paris, ce peuple martyr, n'est pas montré à son avantage. Sont en scène des dépenaillés, des délateurs, des voleurs et assassins, des collaborateurs qui jouent le double jeu entre les « Versaillais » et les « Communeux », des mafieux et de pitoyables prostituées.

Je ne peux croire que ce sont ceux-là qui sont

morts par milliers pour soutenir les réformes (toujours d'actualité en beaucoup d'endroits sur la planète) défendues durant les 72 jours de la Commune : droit de vote des femmes, instruction obligatoire, abolition de la peine de mort, séparation de l'église et de l'Etat, suppression du travail de nuit, réformes peu présentes dans la bouche des auteurs de la BD.

Nos ancêtres, dont mes aïeux, se sont battus âprement pour des conquêtes politiques et sociales, ils étaient pauvres. Ils ont consenti beaucoup de sacrifices mais ils étaient dignes. Il n'en est pas de même de nombre d'acteurs du « Cri du Peuple ».

Encore une chose : la terrible leçon de cette lecture est que les travailleurs ne doivent attendre aucune concession de la bourgeoisie. Non, ils doivent la conquérir jusqu'à l'héroïsme puis la défendre durement ce qui induit une constante vigilance. C'est encore vrai aujourd'hui où des peuples (Biélorussie, Birmanie, Brésil, Colombie, Russie, etc...etc...) paient de leur sang la réalisation de leurs aspirations.

Oui, la lutte des classes n'a rien perdu de sa vérité.

A Ostende, le 09/06/2021, cette forme d'hommage à la Commune de Paris

Willy Burgeon

(1) Ce livre, œuvre de Jean Baronnet, Xavier Canonne et Johan Pas, fut édité à l'occasion d'une exposition du Musée de la Photographie de Charleroi qui eut lieu des 24/09/2011 au 15/01/12. Le livre contient une intéressante réflexion sur l'art photographique de l'époque.

Supporters et mesures sanitaires

Dorénavant, la police sera plus cool dans les grandes villes wallonnes vis-à-vis des supporters de foot assis au restaurant et assistant aux matchs télévisés de l'Euro 2000. Tiens donc, les enjeux financiers du foot "professionnel" sont si importants qu'ils imposent leur loi du fric à nos autorités. Mais me dira-t-on : "Tu n'aimes pas le foot donc tu ne peux pas comprendre". Sans doute et pourtant la ministre de l'Intérieur, Mme Verlinden a sorti son arsenal de mesures sanitaires habituelles (distanciation de 1,5 mètres, 4 personnes par table, etc...). Malgré cela, les bourgmestres des grandes métropoles auront du mal à faire respecter ces mesures, disent-ils.

Excusez du peu... Difficile en effet de contenir l'ardeur des supporters avinés. La police pourra péniblement empêcher des spectateurs de



se lever, de clamer haut et fort un hurra, et de s'embrasser de joie quand la baballe roulera dans les filets au profit des « Diabls Rouchs » ! On demande à la flicaille d'user de P E D A G O G I E. Oui de pédagogie, vous avez bien lu ! Et d'être en plus tolérants, un peu comme lors de la Boum du Bois de la Cambre. Ne mélangeons pas tout. Dans ce cas précis, l'enjeu économique était proche de zéro !

Mais revenons à nos terrasses et restos équipés de grands écrans et la possibilité au plus grand nombre d'assister à la retransmission du foot roi. La Maison Poulaga sera priée aimablement, presque avec déférence aux supporters, de les inviter d'aller au dodo à 23h30 sauf si on joue les prolongations. Et dans ce cas, toujours selon les mœurs d'empêcher les « beaufs » de boire un dernier coup pour fêter une improbable victoire de ce qui n'est qu'un jeu finalement.

Aurons-nous droit au concert de klaxons habituel ? Enfin, terminons par une citation de Pierre Desproges : "Voici bientôt quatre longues semaines que les gens normaux, j'entends les gens issus de la norme, avec deux bras et deux jambes pour signifier qu'ils existent, subissent à longueur d'antenne les dégradantes contorsions manchotes des hordes encaleçonnées sudoripares qui se disputent sur le gazon l'honneur minuscule d'être champions de la balle au pied. Voilà bien la différence entre le singe et le footballeur. Le premier a trop de mains ou pas assez de pieds pour s'abaisser à jouer au football".

Freddy Guidé

BALADE NATURE

A LA DÉCOUVERTE DES
PLANTES DE NOS TERRILS

LE 28 AOÛT 13H30



**UNE ORGANISATION DE PROGRÈS A.S.B.L
AVEC LE SOUTIEN DE
LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES**

**DÉPART:
CROISEMENT DE LA RUE DU CHATEAU
ET DE LA RUE DE LA DRÈVE
6183 TRAZEGNIES**



EDITEUR RESPONSABLE R.TANGRE 071/30.39.12

**INSCRIPTIONS:
AURELIE@ACJJ.BE
6 EUROS**